

Annexe 8 - Guide de suivi et de reporting

INTERREG ITALIA-FRANCIA MARITTIMO 2021-2027

SOMMAIRE

Sommaire	1
1. Introduction	2
2. Règles d'éligibilité	2
2.1. Dépenses éligibles	2
2.2. Dépenses non éligibles	3
3. Catégories de coûts éligibles	4
3.1. Prestations externes et services	
3.2. Équipements	6
4. Dispositions complémentaires relatives à la déclaration des dépenses	
4.1. Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	7
4.2. Autres taxes et charges	8

1. INTRODUCTION

Le présent guide de suivi et de déclaration des dépenses dans le cadre des vouchers Blue Hub est élaboré au titre du Programme INTERREG Italie-France Maritime 2021-2027.

Il constitue une déclinaison opérationnelle du Manuel du Programme (version 5), disponible sur le site officiel. Toute mise à jour du Manuel du Programme s'applique automatiquement au présent document.

Le cadre juridique de référence est identique à celui du Programme. L'ensemble du dispositif repose sur les principes de bonne gestion financière, à savoir : économie, efficacité et efficience.

Le présent guide précise les règles essentielles applicables à la justification et au reporting des dépenses. Pour tout élément non prévu, il convient de se référer au cahier des charges de l'appel à projets BLUE HUB, au Manuel du Programme INTERREG Italie-France Maritime et à la réglementation européenne en vigueur.

2. RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ

2.1. DÉPENSES ÉLIGIBLES

Les dépenses sont éligibles au financement si elles satisfont à toutes les exigences générales d'éligibilité. Par conséquent, les dépenses doivent :

- être soutenues et payées par le Bénéficiaire pour la mise en œuvre du projet dans la période comprise entre la date de début et celle de fin du projet, comme indiqué dans le décret d'octroi;
- être essentielles pour l'atteinte des objectifs/résultats du projet ;
- concerner des postes de coûts qui n'ont pas reçu de soutien d'autres Fonds européens ou d'autres contributions de tiers ;
 - a. Aux fins de démontrer l'absence de double financement et pour une identification claire de la pertinence des dépenses soutenues par le projet, il est demandé que tous les originaux des documents justificatifs de dépense et de paiement contiennent dans les motifs ou descriptions ou notes une mention appropriée indiquant « titre du Projet admis, BLUE HUB, Programme Interreg Italie-France Maritime 2021-2027 » et le CIG en cas d'attributions à des tiers par des sujets soumis à la réglementation des marchés publics ;
 - b. À défaut, une déclaration au sens des articles 46 et 47 du DPR n° 445/2000 du représentant légal devra être jointe, contenant au minimum le titre du projet, le programme ;
 - c. À défaut encore, tous les originaux des justificatifs devront être annulés par une mention ou un tampon reprenant les références du projet.

Les dépenses doivent également :

- respecter le principe des coûts réels ;
- respecter le principe de bonne gestion financière ;
- être enregistrées dans la comptabilité du Bénéficiaire ;
- ne pas être en contradiction avec les critères spécifiques d'éligibilité ;
- respecter toutes les règles relatives aux marchés publics.

2.2. DÉPENSES NON ÉLIGIBLES

Ne sont pas éligibles notamment les dépenses :

- non effectivement supportées par le bénéficiaire ;
- sans lien direct avec le projet ;
- engagées en dehors de la période d'éligibilité ;
- non justifiées par des pièces comptables probantes ;
- non conformes aux réglementations applicables ;
- financées par d'autres dispositifs (double financement) ;
- non traçables (paiements en espèces interdits) ;
- mal comptabilisées ou non converties en euros ;
- à caractère financier (frais bancaires, pertes de change, dividendes, etc.) ;
- liées à des pénalités, amendes ou contentieux ;
- correspondant à des cadeaux ;
- réalisées en situation de conflit d'intérêt ou de co-intéressement.

3. COÛTS ÉLIGIBLES

3.1. CONSULTANCES ET SERVICES EXTERNES

Sont éligibles les dépenses pour consultations et services externes, au sens de l'article 42 du Règlement (UE) 2021/1059, à condition qu'ils soient nécessaires et directement fonctionnels aux activités du projet. Ces services doivent être fournis par des sujets tiers et être attribués conformément à la réglementation en vigueur.

Sont notamment inclus :

- conseil technique
- études et analyses ;
- formation ;
- services informatiques ;
- droits de propriété intellectuelle ;
- autres services nécessaires.

Dans le cas de dépenses liées à des services fournis par des personnes physiques, sont éligibles à la fois la rémunération versée au personnel externe ainsi que les impôts et charges associés, dans le respect de la réglementation applicable, en fonction des dispositions contractuelles et du temps de travail consacré à l'opération. Il sera nécessaire de présenter un rapport des activités réalisées ainsi que la facture/note de débit correspondante et, plus généralement, toute documentation justificative du coût (documents relatifs à la sélection, contrat, facture, paiement, versement des retenues, etc.).

La modalité de déclaration des coûts est à coûts réels, donc, il est indispensable d'étayer les montants de dépenses intégrées dans la remontée des dépenses en produisant une documentation analytique des dépenses. À cet égard, et à titre général, la documentation étayant la justification des dépenses peut varier comme suit :

- si le paiement prévu en contrepartie de la prestation est fixe et invariable pour la mise en œuvre du projet (prestation forfaitaire), la justification des dépenses est étayée par la facture émise par le prestataire/expert et par les pièces justificatives attestant du paiement, ainsi qu'en apportant la preuve des outputs fournis ;
- si le paiement prévu en contrepartie de la prestation est calculé en fixant le prix de chaque unité du service rendu (service à prix unitaires), la justification des dépenses est étayée par la facture émise par le prestataire ou l'expert, par les pièces justificatives attestant du paiement et par les documents supplémentaires étayant le chiffrage du coût total du service (par exemple, feuille de temps).

Les frais de déplacement et d'hébergement des experts externes et des prestataires de services ne sont pas admissibles.

3.1.1. PRINCIPES FONDAMENTAUX

Outre les dispositions générales d'éligibilité, les éléments suivants s'appliquent :

- Les coûts doivent être supportés par le Bénéficiaire ;
- Les principes de bonne gestion financière et d'efficacité des coûts doivent être respectés ;
- Les dépenses sont éligibles si aucun autre Fonds de l'Union européenne n'a contribué à financer la même dépense ; autrement dit, le double financement n'est pas autorisé (article 63(9) du règlement (UE) 2021/1060) ;
- Les prestations de conseil et services externes doivent être clairement et étroitement liés au projet et indispensables à sa mise en œuvre efficace ;
- L'éligibilité des coûts de conseil et services externes est subordonnée au plein respect des règles européennes, nationales, régionales et du Programme en matière de marchés publics ;
- Les cadeaux ne sont pas éligibles ;
- La sous-traitance n'est pas autorisée ;

- Les dépenses relatives à des biens ou services acquis auprès d'une personne physique ayant des liens d'intérêt avec les bénéficiaires du projet ne sont pas éligibles.

3.1.2. DOCUMENTS A VALEURS JURIDIQUE JUSTIFIANT LA DEPENSE

Le Bénéficiaire doit conserver et rendre disponibles les documents suivants :

- Documentation relative à la procédure de sélection du fournisseur ;
- Contrats conclus avec les prestataires de services indiquant le montant de la rémunération et la période d'exécution ;
- Lettre de mission entre le Bénéficiaire et le prestataire externe précisant le rôle, les activités, la durée, la rémunération (horaire ou journalière) et le temps total consacré ;
- Curriculum vitae.

3.1.3. PIECES JUSTIFICATIVES DE DÉPENSE

À l'appui des dépenses déclarées doivent être fournis :

- Factures ou documents comptables équivalents au nom du Bénéficiaire ;
- Matériels et produits d'information réalisés ;
- Factures des prestataires pour la période concernée ;
- Rapports intermédiaires et/ou finaux des activités/services ;
- Autres documents justificatifs (études, avis, etc.).

3.1.4. PIECES JUSTIFICATIVES DE PAIEMENT

Pour l'éligibilité des paiements, le Bénéficiaire doit produire :

- Virement, chèque de banque ou chèque non transférable indiquant le montant et le bénéficiaire, accompagné (pour les bénéficiaires privés) d'un relevé bancaire attestant le paiement effectif ;
- Documents attestant le paiement des cotisations sociales, retenues fiscales et charges (ex. F24) ;
- En cas de paiements groupés, une attestation signée détaillant les charges incluses ;
- Ordre de paiement acquitté par la banque (pour les bénéficiaires publics).

3.2. ÉQUIPEMENTS

Sont éligibles les dépenses d'acquisition d'équipements, conformément à l'article 43 du règlement (UE) 2021/1059, si leur utilisation est strictement nécessaire aux activités de validation et d'expérimentation prévues par le projet.

Sont notamment éligibles, limité à la période d'utilisation effectivement imputable au projet:

- Matériel informatique (hardware et software) ;

- Équipements spécifiques nécessaires aux opérations.

L'achat d'équipements sont éligibles si l'utilisation est strictement nécessaire à la finalisation de l'opération et réalisation de ses objectifs. Par conséquent, il est essentiel de distinguer :

- instruments fonctionnelles à la réalisation du projet - Dans ce cas, la totalité du prix d'achat est autorisée à condition que l'utilisation soit exclusive au projet et que la période d'amortissement soit égale ou inférieure à la durée de vie résiduelle du projet ; étant entendu que l'imputation du coût (amortissement) soit calculé sur l'utilisation effective, selon les règles comptables de chaque actif ; si la durée d'utilisation est supérieure à la durée résiduelle du projet, seuls les coûts d'amortissement peuvent être remboursés, à condition qu'ils soient calculés conformément aux règles nationales et en fonction de la période de cofinancement du projet et qu'aucune autre contribution de l'Union européenne ou nationale n'ait déjà été octroyée pour la même acquisition de biens.

- instruments exclusifs et spécifiques au projet - Cette catégorie comprend tous les équipements faisant partie de l'objet principal des interventions, dont l'utilisation exclusive est essentielle pour atteindre les objectifs du projet (p.ex. : logiciels spécifiques, outils techniques, etc.). Pour ce type d'équipement, le coût total est éligible à condition que les biens et l'utilisation prévue soient respecté pendant au moins cinq ans à compter de la date du paiement final et qu'ils soient essentiels au projet.

Dans le cas où les équipements sont utilisés de manière promise entre plusieurs opérations du Bénéficiaire, la dépense peut être reconnue dans la limite de la part d'utilisation effectivement imputable à l'opération faisant l'objet du rapport ; le Bénéficiaire devra, dans ce cas, témoigner la méthode de répartition utilisée. En plus des coûts encourus pour l'achat de l'équipement, les coûts accessoires tels que le transport, l'installation et la livraison sont également éligibles.

L'achat d'équipements d'occasion peut être considéré comme une dépense éligible si les conditions suivantes sont remplies :

- o le matériel ne doit avoir reçu aucune autre aide de la part des fonds Interreg ou des fonds énumérés à l'article 1er , paragraphe 1, point a), du règlement (UE) 2021/1060 ; 49 50
- o le prix du matériel d'occasion ne doit pas dépasser celui habituellement accepté sur le marché considéré ;
- o les caractéristiques techniques du matériel d'occasion acheté doivent être adaptées aux exigences du projet et se conformer aux normes et standards applicables.

Les consommables (pipettes, emballages, réactifs, etc.) sont assimilés à des équipements. Leur coût total est éligible si les quantités sont justifiées et directement liées au projet.

- Respect des principes de bonne gestion financière ;
- Absence de double financement ;
- Respect des règles de marchés publics (UE, nationales, Programme) ;
- Prix conforme au marché ;
- Conformité technique et réglementaire des équipements.

3.2.2. DOCUMENTS JURIDIQUES

- Preuve de la procédure de sélection ;
- Contrats fournisseurs.

3.2.3. JUSTIFICATIFS DE DÉPENSE

- Factures au nom du Bénéficiaire ;
- Autres documents requis par la réglementation.

3.2.4. JUSTIFICATIFS DE PAIEMENT

- Virement bancaire, chèque de banque ou chèque bancaire non transférable indiquant le montant du paiement crédité ainsi que le nom du bénéficiaire ; dans le cas d'un bénéficiaire privé, ces documents doivent être accompagnés d'un relevé bancaire attestant le décaissement effectif et définitif ainsi que la date d'acquittement ;
- Ordre de paiement acquitté par l'établissement bancaire teneur de caisse et/ou le trésorier (dans le cas d'un bénéficiaire public ou assimilé).

3.3. AMORTISSEMENT

Conformément à l'article 67, paragraphe 2, du règlement (UE) 2021/1060 et au DPR n. 66 du 10 mars 2025, les coûts d'amortissement sont considérés comme éligibles à condition que :

- les règles d'éligibilité du Programme le permettent ;
- le montant de la dépense soit dûment justifié par des pièces justificatives (factures) et/ou ayant une valeur probante équivalant à celle de factures relatives à des coûts exigibles lors que ces coûts ont été remboursés sous la forme visée à l'article 53, paragraphe 1, point a) du règlement (UE) 2021/1060 ;
- ce coût se rapporte exclusivement à la période durant laquelle l'opération est soutenue ;
- des subventions publiques n'ont pas contribué à l'acquisition des actifs amortis.

Le taux d'amortissement imputé à l'opération doit être basé sur la procédure, dûment documentée, de répartition du coût pluriannuel de l'actif conformément à la réglementation applicable. En effet, le taux d'amortissement est calculé en divisant le coût historique (coût d'achat) de l'actif par le nombre d'années de la période d'amortissement, telle que définie par la législation applicable. Les dépenses correspondantes peuvent donc être comptabilisées uniquement pour :

- la période de mise en œuvre du projet ;
- le taux d'utilisation effectivement utilisé dans le cadre du projet.

Le critère de détermination des coûts éligibles est basé sur l'application de la formule suivante :

$$C = \frac{F * P * Q}{360} * T$$

où :

C = coût éligible

F = est le coût d'achat (indiqué sur la facture) de l'immobilisation corporelle ou incorporelle

Q = est le coefficient d'amortissement comptable figurant dans le registre des actifs amortissables

P = sont les jours d'utilisation de l'équipement ou de l'instrumentation pour le projet (dont la valeur maximale est égale à la différence en jours entre la date de fin du projet et la date de livraison de l'équipement et dans tous les cas ne dépasse pas la période d'amortissement fixée par la réglementation)

T = est le pourcentage d'utilisation réelle de l'équipement ou de l'instrumentation dans le cadre du projet (par rapport à d'autres projets) ; en cas d'utilisation exclusive, cette valeur est égale à 1.

3.3.1. DOCUMENTS A VALEURS JURIDIQUE JUSTIFIANT LA DEPENSE

- Acte d'achat du bien par le Bénéficiaire

3.3.2. PIECES JUSTIFICATIVES DE DÉPENSE

- Registre des actifs amortissables contenant les informations suivantes : année d'achat de l'actif, coût initial, réévaluations ou dépréciations éventuelles, provision pour amortissement atteinte à la fin de la période précédente, coefficient d'amortissement effectivement appliqué au cours de la période imposable, taux d'amortissement annuel, retraits éventuels du processus de production
- Facture acquittée relative à l'achat du bien et/ou document comptable équivalent
- Documentation attestant le calcul du taux d'amortissement inséré dans la justification des dépenses pour le projet

3.3.3. PIECES JUSTIFICATIVES DE PAIEMENT

- Virement bancaire, chèque indiquant le montant de la contrepartie créditée et le nom du Bénéficiaire, qui, dans le cas d'un Bénéficiaire de nature privée, doit être accompagné d'un relevé bancaire indiquant le versement financier effectif et définitif ainsi que la date de paiement ;
- Ordre de paiement acquitté par l'établissement bancaire caissier et/ou trésorier (dans le cas d'un Bénéficiaire de nature publique ou similaire)

4. DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES AUX MODALITES DE DECLARATION DES COUTS

4.1. TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (TVA)

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est éligible dans les cas et limites prévus à l'article 64, paragraphe 1, point c), i) à iv), du règlement (UE) 2021/1060, sous réserve du respect des règles relatives aux aides d'État, le cas échéant.

En particulier, pour les cas visés au point ii) dudit article, la TVA constitue une dépense éligible uniquement si elle est réellement et définitivement supportée par le Bénéficiaire et non récupérable (non déductible) conformément à la législation nationale en matière de TVA.

- Si la TVA est récupérable par le Bénéficiaire, les coûts du bien ou service concerné doivent être déclarés hors TVA ;
- Si la TVA n'est pas récupérable (et donc éligible), elle est intégrée dans le coût total du bien ou service et déclarée selon les mêmes modalités ;
- Si une dépense n'est financée qu'en partie, la TVA est également éligible au prorata appliqué au coût du bien ou service.

4.2. AUTRES IMPÔTS

Tout impôt, charge fiscale, sociale ou assurantielle lié à des opérations cofinancées est éligible dans la mesure où il est pertinent pour l'opération et non récupérable par le Bénéficiaire.

4.2.1. DOCUMENT A VALEUR JURIDIQUE

- Contrats ou autres documents juridiquement contraignants à l'origine des impôts, taxes ou charges déclarés.

4.2.2. PIÈCES JUSTIFICATIVES DE DÉPENSES

- Factures ou documents comptables équivalents précisant la nature et le montant de la dépense (ex. taux de TVA appliqué) ;
- Déclaration de TVA et/ou autres documents (registre des achats) permettant d'identifier le régime de déductibilité du Bénéficiaire ;
- Tout document prouvant clairement le caractère non récupérable des taxes ou charges.

4.2.3. PIÈCES JUSTIFICATIVES DE PAIEMENT

- Paiement de la facture incluant la TVA déclarée ;
- Formulaire F24 attestant le paiement de la TVA en cas de « split payment » ;
- Autres documents attestant le paiement des impôts, taxes ou charges éligibles.

5. REPORTING DES DÉPENSES

Cette section définit les modalités de reporting des bénéficiaires de vouchers, conformément au Manuel de mise en œuvre du Programme Interreg Italie-France Maritime 2021-2027, notamment la section 5.2 « Reporting » (p. 74-75).

Afin de garantir le respect des délais du Programme :

Le bénéficiaire doit préparer et transmettre l'ensemble des pièces de dépenses et de paiement, complètes et correctes, au plus tard **30 jours calendaires avant la clôture du projet**;

- La documentation doit être complète, dûment acquittée et conforme au présent manuel ;
- Toute demande de complément doit être traitée rapidement afin de ne pas compromettre les délais du projet.